

## **COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 27 NOVEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le 27 novembre à 20 h 30, le conseil municipal de la Commune de Saint Sylvestre, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à la salle polyvalente, sous la présidence de Madame Angélique TERRANA, Maire

Date de la convocation : 23 novembre 2020

Nombre de membres en exercice : 15

Nombre de membres présents : 14

Nombre de membres votants : 15

Présents : Mme Angélique TERRANA, MM. Bernard GIBAUD, Benjamin COLLIN, Mmes Géraldyne MORELL-BONNEAU, Sabine RICHEN, Marie-Claire VASSEUR, MM. Yves LACROIX Mme Mireille KIEFFER, MM Frédéric MORA, Raymond FAURE, David BUCHET, Frédéric ROUMILHAC, Mme Sophie BOUSSAROQUE, M. Nicolas FERMOND

Absents et excusés: M. Jérôme BERLAND (procuration à Mme Sophie BOUSSAROQUE),  
Secrétaire de séance : M. Benjamin COLLIN

### **EXPLOITATION BOIS : parcelle C n° 426**

Madame le Maire fait part aux conseillers de la dangerosité de résineux qui se trouvent sur la parcelle cadastrée section C n° 426 appartenant à la commune. Elle présente deux offres de prix pour l'exploitation de la parcelle de 2760 m<sup>2</sup>.

Invité à se prononcer et après en avoir délibéré, le conseil municipal

- opte pour l'offre la mieux disante à savoir celle de XP Bois pour un prix minimum garanti de 8 000 € HT.
- Autorise la maire à signer le bon de commande

### **PLUI : POSITION DE LA COMMUNE**

Madame le Maire informe :

Lors du conseil communautaire du 22 octobre dernier, la communauté de communes ELAN souhaite attendre avant de s'engager dans la démarche du PLUI. La mise en œuvre de ce processus, malgré tout l'intérêt porté à cette réflexion ne semble pas une priorité immédiate compte tenu des nombreux sujets et projets en cours.

Chaque commune doit délibérer sur le sujet en vertu de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové :

*« si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la publication de la présente loi, la communauté de communes n'es pas devenue compétente en matière de plan local d'urbanisme, de documents d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale, elle le devient de plein droit le premier jour de l'année suivant l'élection du président de la communauté consécutive au renouvellement général des conseils municipaux et communautaires, sauf si les communes s'y opposent dans les conditions prévues au premier alinéa du présent II, c'est-à-dire*

*Si, dans les 3 mois précédant le terme du délai de trois ans mentionnée précédemment, au moins 25 % des communes représentant au moins 20 % de la population s'y opposent, ce transfert de compétences n'a pas lieu.*

Nous avons été informé le 23 novembre 2020 après l'envoi de la convocation à ce présent conseil que, au regard de la prorogation de l'état d'urgence sanitaire que la date de transfert de plein droit de la compétence en matière de PLU a été reportée au 1<sup>er</sup> juillet.

Ainsi l'échéance du 1<sup>er</sup> juillet 2021 se substitue à celle du 1<sup>er</sup> janvier 2021 par l'article 7 de la loi n° 2020-1379 et les conseils municipaux peuvent exercer leur droit d'opposition au transfert de la compétence urbanisme entre le 1<sup>er</sup> avril et le 30 juin 2021.

La délibération sera donc prise lors d'un conseil ultérieur entre le 1<sup>er</sup> avril et le 30 juin 2021.

Monsieur Buchet prend la parole : le PLU est un document politique exprimant les objectifs et projets de la collectivité en matière de développement économique et social, d'environnement et d'urbanisme à l'horizon de 10 à 20 ans. Il faut préparer le transfert qui aura à court ou moyen terme de toute façon. Il souhaite que le document qui a été établi par la municipalité précédente soit présenté aux élus et qu'un débat ait lieu pour préparer le transfert qui sera inévitable. Des ajustements, modifications peuvent être envisagés. Une feuille de route doit être établie.

### **RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT POUR L'EQUIPEMENT RELAIS ASSISTANTS MATERNELS (RAM) GERE PAR LE CENTRE D'ANIMATION SOCIALE D'AMBAZAC**

Madame le Maire explique : depuis 2010, la commune conventionne avec la commune d'Ambazac pour que la population de Saint Sylvestre et en particulier les assistants maternels et les parents de jeunes enfants aient accès aux services de relais assistants maternels TOM POUCE géré par l'association CASA. Les professionnels peuvent participer aux animations collectives et aux sorties proposées par le RAM à Ambazac. Les parents et assistants maternels ont accès aux permanences administratives.

Pour cela, la commune doit s'acquitter d'une subvention annuelle de 2000 €

La convention est à renouveler (proposition jusqu'en 2023)

Invité à se prononcer et après en avoir délibéré, le conseil municipal :

- Décide de renouveler la convention de partenariat avec l'association Centre d'animation Sociale d'Ambazac gestionnaire du Relais Assistants Maternels jusqu'en décembre 2023
- Autorise la Maire à signer la convention
- Autorise la Maire à verser le montant de la subvention annuelle de 2 000 €.

### **VIREMENTS DE CREDITS – BUDGET PRINCIPAL**

Madame le Maire expose à l'assemblée que les crédits prévus au chapitre 65 du budget de l'exercice en cours étant insuffisants, il est nécessaire d'effectuer les virements de crédits ci-après :

CHAPITRE – ARTICLE	LIBELLE	MONTANT	
65	CHARGES DE GESTION COURANTE	+ 1 700.00	
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES		- 1 700.00
TOTAL		+ 1 700.00	- 1 700.00

Invité à se prononcer et après en avoir délibéré, le conseil municipal approuve les virements de crédits ci-dessus

### **AUTORISATION DE PAIEMENT EN SECTION D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2021**

Madame le Maire rappelle à l'assemblée que le conseil municipal peut l'autoriser à engager, liquider et mandater des dépenses sur la section d'investissement dans la limite du quart des crédits inscrits au budget de l'exercice précédent, déduction faite des comptes 16 et 18 et des opérations d'ordre d'investissement.

Il est donc proposé au conseil municipal de se prononcer sur la proposition suivante :

Chapitre	Crédits 2020	Autorisation 2021
20	0	0
21	109 295	27 323
23	537 080	134 270

Invité à se prononcer et après en avoir délibéré, le conseil municipal

- donne l'autorisation au maire d'engager, de liquider et de mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget 2020 avant le vote du budget 2021 repris dans le tableau ci-dessus
- Donne toutes autorisations aux fins envisagées à Monsieur le Maire.

### **TRAVAUX TOITURE CHAUFFERIE**

Madame fait part au conseil municipal qu'elle a fait remanier des tuiles sur la toiture de la chaufferie de la mairie. Une réfection complète de la toiture s'impose. Des devis ont été demandés (pas reçus à ce jour)

Ce sont des travaux éligibles à la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR)

Il convient d'autoriser la Maire à déposer un dossier de demande de subvention

Inviter à se prononcer et après en avoir délibéré, le conseil municipal autorise la maire à déposer un dossier de demande de subvention à l'Etat au titre de la DETR.

### **QUESTIONS DIVERSES ET INFORMATIONS**

- Monsieur Fermond informe le conseil qu'un chat sauvage a été photographié à Tenelles.
- Monsieur Fermond demande pourquoi le conseil municipal n'a pas été informé de l'utilisation d'une nacelle et d'un échafaudage pour le diagnostic architectural. Le coût de l'étude passe de 7 000 à 9 000 €.
- Monsieur Buchet s'étonne de ne pas avoir été convoqué par ELAN à des réunions de commissions dont il fait partie. Madame Terrana l'informe qu'aucune réunion de la commission dont il est membre n'a eu lieu.
- Monsieur Buchet voudrait savoir où en est la démarche de lutte contre l'ambrosie.
- Monsieur Buchet a été interpellé par des administrés qui voudraient en savoir plus sur l'extinction des lampadaires. Qu'en est-il du projet ? une information sera faite dans le prochain bulletin municipal.
- Monsieur Buchet a reçu de Claude Biron un dossier sur la création du chemin des carriers. Actuellement un recensement du petit patrimoine est en cours. Il semblerait que des personnes de la SASSAG préparent également un dossier. Ne pourrait-on pas réunir tous les protagonistes pour savoir où ils en sont, leurs desiderata et le but exact de leurs recherches

- Monsieur Faure qui est président de l'ACCA informe que les chasseurs n'ont pas de local approprié pour se réunir et découper le gibier. Actuellement tout se fait en propriété privée. La tuberculose bovine se trouve maintenant à nos portes, dans le sud du département. Dans cette zone un arrêté impose aux acca le dépouillement du gibier loin des exploitations agricoles. Il semble opportun d'étudier le problème sur notre commune. Si la construction ou l'acquisition d'un bâtiment émanait de la commune, des subventions pourraient être allouées à hauteur de 70 %. Le conseil n'est pas opposé à ce projet et accepte de faire avancer l'étude. Monsieur Fermond propose une réflexion sur la création pourquoi pas d'une maison de la nature.
- Monsieur Roumilhac demande où en sont les travaux d'élagage et le déploiement de la fibre. Les travaux d'élagage sont presque terminés et les travaux d'implantation des poteaux supplémentaires pour la fibre devraient commencer fin novembre
- Madame Terrana demande l'avis des conseillers sur l'organisation d'un marché « de Noël » alimentaire en extérieur. Les avis sont partagés.
- Les colis à distribuer aux personnes de 65 ans et plus arrivent le 16 décembre. Il est procédé à la répartition de la distribution entre les conseillers
- Madame Terrana invite les conseillers à réfléchir sur un Projet Urbain Partenariat (PUP) qui est un contrat librement négocié entre la collectivité et le propriétaire qui a acheté une grange aux Barrys pour financer les travaux d'extension de l'électricité (40 / 60 %)
- Madame Terrana présente « la boîte de Noël »
- Il convient de choisir la couleur des poteaux du futur city park : gris ou vert. Le vert est retenu
- Les décorations de Noël seront installées le 7 décembre. Les volontaires sont les bienvenus pour aider.